



**Allocution de S.E.M. l'Ambassadeur de l'Union européenne**  
**en République du Congo, à l'occasion du**  
**13<sup>ème</sup> Forum sur la Gouvernance forestière**

Brazzaville, le 23 mai 2022

---

Madame la Ministre de l'Economie forestière,

Monsieur le Représentant de l'Université de Wolverhampton,

Monsieur le Représentant de l'ONG Comptoir Juridique Junior,

Mesdames et Messieurs les représentants des Administrations, des partenaires techniques et financiers, du secteur privé et de la société civile,

Mesdames et Messieurs dans vos rangs et qualité respectifs,

Distingués invités, Chers collègues,

---

Le Forum sur la Gouvernance forestière nous réunit aujourd'hui et demain, en ce lieu, pour sa treizième session. Permettez-moi d'exprimer mon réel plaisir d'y participer, avec un si grand nombre de participants présents dans cette salle mais également en ligne.

Ce Forum, en tant que plateforme d'échange, ayant pour ambition de réunir plus de 200 participants en provenance des pays du Bassin du Congo et d'ailleurs, est une nouvelle opportunité de mettre en commun nos idées, nos expériences, nos connaissances et nos moyens. C'est pour cette raison que l'Union européenne soutient son organisation.

Cette mise en commun est la seule voie pour relever les défis auxquels nous faisons face. Comme exprimé par le président du Groupe



d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), M. Hoesung LEE : « Nous nous trouvons à la croisée des chemins. En prenant les bonnes décisions aujourd'hui, nous pouvons garantir un avenir viable. Nous disposons des outils et du savoir-faire nécessaires pour limiter le réchauffement climatique » expliquait-il, tout en ajoutant « Les mesures climatiques prises dans de nombreux pays me rendent optimiste. Plusieurs politiques, réglementations et instruments du marché se révèlent efficaces. Si nous les appliquons plus systématiquement, à plus grande échelle et de manière plus équitable, ils pourront contribuer à réduire radicalement les émissions et à stimuler l'innovation. ». Fin de citation.

Ainsi, nous savons que le développement d'une agriculture zéro-déforestation, et toutes autres modalités de gestion durable des terres, en particulier des forêts et des tourbières, permettent une réduction d'envergure des émissions de gaz à effet de serre, de même que la séquestration et le stockage du dioxyde de carbone à grande échelle.

Rappelons, si besoin s'en fallait, que les forêts sont parmi les écosystèmes les plus productifs du monde, hôtes de la biodiversité et stockage de carbone, et fournissant subsistance, sécurité et revenu à environ un tiers de la population mondiale. En ce sens, nous partageons une responsabilité commune en ce qui concerne les défis posés aux forêts par le changement climatique, les besoins de développement, les objectifs de conservation.

A cet effet, l'Union européenne a renforcé son ambition et ses engagements en faveur d'une action internationale sur les questions environnementales, y compris les forêts, le changement climatique et la biodiversité, dans le contexte du pacte vert pour l'Europe. Dans sa propre stratégie forestière, l'UE a défini ses principales priorités et actions fondées sur le rôle multifonctionnel des forêts et s'engage à les protéger, à les restaurer et à les agrandir, à soutenir leurs fonctions socio-économiques et à stimuler une bio économie durable fondée sur les forêts. En outre, dans la communication intitulée « Renforcer



l'action de l'UE en matière de protection et de restauration des forêts de la planète », nous nous engageons à soutenir nos partenaires à lutter contre la déforestation dans le cadre d'une approche de partenariat. Lors de la COP26 à Glasgow, l'Union européenne a confirmé son engagement mondial pour les forêts par l'annonce d'un soutien d'un milliard d'euros dont 250 millions d'euros pour les forêts du bassin du Congo.

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der LEYEN, a réitéré son engagement en faveur de l'approche partenariale appelant à des coalitions et à des partenariats ambitieux pour lutter contre la déforestation avec des partenaires partageant les mêmes idées que l'UE.

C'est dans ce contexte que nous travaillons de longue date aux côtés de la République du Congo, à travers des instruments tels que l'Accord de Partenariat Volontaire pour l'application des réglementations forestières, la gouvernance et les échanges commerciaux (APV FLEGT), l'Initiative pour la forêt d'Afrique centrale (CAFI en acronyme), mais aussi de nouveaux instruments à venir comme un Partenariat pour les forêts UE – Congo que nous sommes en train d'élaborer ensemble et que nous espérons signer en marge de la prochaine Conférence des Nations unies sur le changement climatique.

Les efforts conjoints fournis, à travers une coopération UE-Congo dynamique dans le secteur forestier, ont déjà conduit à l'atteinte de résultats encourageants. Je pense notamment au développement d'un Système Informatisé de Vérification de la Légalité des bois (SIVL), qui va nous permettre, une fois déployé, de disposer de données sûres et garantissant toute la transparence requise. Notons également, avec satisfaction, le renforcement de la contribution des organisations de la société civile, des peuples autochtones, des communautés locales mais également du secteur privé à l'amélioration de la gouvernance forestière, la gestion durable, inclusive et plus transparente des forêts



en République du Congo. Mais nous devons poursuivre notre travail pour parvenir à l'étape de contrôles toujours plus robustes, d'un secteur privé pleinement respectueux du cadre réglementaire national en vigueur, d'une parfaite coordination interministérielle, etc. En bref, pour parvenir à une gouvernance et une exploitation forestières durables, dont les bénéfices seront partagés avec les communautés locales et populations autochtones qui en dépendent.

Au cours de ce 13<sup>ème</sup> Forum sur la Gouvernance forestière qui nous réunit, nous aborderons des thèmes d'importance tels que les processus de réforme du secteur forestier ; la coopération Chine – Afrique pour promouvoir le commerce des produits forestiers durables et les investissements verts ; l'action climatique inclusive, l'aménagement du territoire ; la restauration, la conservation et le suivi des paysages forestiers.

Chers représentants du secteur privé, de la société civile, des gouvernements et des partenaires techniques et financiers ; ce Forum, à travers ses différents panels, est une invitation à prendre part active au débat, à la réflexion globale et à la mise en commun de nos moyens.

Ainsi, je vous remercie d'avance pour vos précieuses contributions et enfin pour votre aimable attention.